Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance

nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 27 (1939)

Heft: 541

Artikel: En France : où l'on parle de nouveau du vote des femmes

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-263321

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

EN FRANCE

Où l'on parle de nouveau du vote des femmes

En effet, dans les intervalles des préocoupations câusées par la politique extérieure, l'on parle à nouveau à la Chambre française de réforme électorale, de l'introduction de la représentation proportionnelle dans les élec-tions, etc. Et qui dit réforme électorale, dans un des rares pays où les femmes sont encore traitées comme des mineures, dit forcément porte entr'ouverte au suffrage féminin.

porte entr'ouverte au suffrage féminin.

Il va de soi que les suffragistes ont immédiatement profité de cette occasion pour rappeler aux parlementaires que les Françaises attendent — depuis combien de temps? vingt ans tout à l'heure — la reconnaissance de leurs droits politiques. A cet effet, une délégation du Conseil National des Femmes (Meme Pichon-Landry) de l'Union française pour le Suffrage (Meme Brunschvicg) et de l'Union nationale pour le Vote des Femmes (duchesse de la Rochefoucauld) s'est rendue auprès du Président de la Commission du Suffrage de la Chambre, Celui-ei n'a pas caché à la déléga-Chambre. Celui-ci n'a pas caché à la déléga-tion que tous les amendements sous lesquels on cherche à étouffer cette réforme sous préon cherche à étouffer cette réforme sous pré-texte de l'améliorer ne manqueront pas d'être de nouveau mis en avant: suffrage familial, droits de vote des inscrits maritimes, etc. Mais une femme avertie en vaut deux, et nos amies françaises companyant me la companyant de la com amies françaises commencent une énergique action dans les départements, afin de prévenir ces manœuvres auprès des députés.

De son côté, la Ligue pour le Droit des Femmes, par l'intermédiaire de M. Lhermitte, qui a succédé à la présidence de cette Ligue à sa femme, le regretitée Maria Vérone, a nanti d'une lettre le président et les membres de la Commission du Suffrage universel. Enfin, nous apprenons encore que la Fédération na-tionale des Femmes radicales a voté une résotionale des Femmes radicales a voté une résolution « demandant avec énergie et fermeté l'octroi aux femmes françaises du droit de suffrage ». Tout ceci d'autant plus, comme on le relève partout, que la récente loi sur l'organisation et la réquisition des femmes pour la défense nationale prive nos adversaires d'un de leurs arguments préférés.



DE-CI, DE-LA

Nos scientifiques.

M^{lle} Kitty Ponse, chef de travaux à l'Institut de zoologie expérimentale de Genève, a fait à Lausanne, le 1^{qr} février, sous les auspices de la Société vaudoise des Sciences naturelles, une intéressante conférence sur l'inversion expérimen-tale du sexe chez les vertébrés.

Les femmes à la "L. A."

Toutes nos lectrices savent maintenant que les organisations féminines de notre pays participe-ront à l'Exposition nationale à Zurich par une exposition collective dans le « Pavillon de la Fem-me», Pavillon au sujet duque! nous avons déjà publié à plusieurs reprises des renseignements. plus, et c'est sur cet aspect de cette exposition féminine que l'on nous prie d'attirer spécialement aujourd'hui l'attention de nos lectrices, une brochure rédigée dans les quatre langues nationales sera publiée à cette occasion, dont la rédaction a été confiée à notre confrère, Mme Elisabeth Thommen (Zurich).

Cette brochure, nous écrit-on, tentera d'abord de compléter l'exposition du Pavillon, en four-nissant des indications impossibles à faire figurer dans une exposition forcément uniquement vi-suelle; elle constituera aussi un témoignage du-rable de l'activité si variée et multiple des organisations féminines suisses: et enfin, elle permettra de mieux comprendre et apprécier les efforts accom-plis par ces dernières dans l'intérêt de toutes les femmes. Voici d'ailleurs quel sera approximativement son contenu:

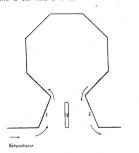
Après une courte préface qui indiquera la place

tenue par la femme dans la vie de notre pays, viendra une description du Pavillon accompagnée si possible d'un plan. Puis, le texte suivra les grandes divisions du Pavillon (*La femme suisse* dans l'histoire, dans la famille, son activité dans le travail social et les soins aux malades, son rôle économique, les sciences et les arts, sa place

et ne citant des chiffres que pour au panie, et le crain des chiffres que pour atant qu'il sera nécessaire pour rendre clair au lecteur la situation de la femme en Suisse. Enfin, si l'espace disponible le permet, un court aperçu figurera encore dans cette brochure sur le mou

ement féministe dans notre pays.

Toutes les Associations, qui par leurs contri butions financières ont rendu possible l'érection du « Pavillon de la Femme » seront naturellement citées, et l'on prévoit de courts exposés illustrés de photographies ou de compositions en couleur exposés et illustrations étant également destinés à mieux faire comprendre l'activité des femme suisses. Ajoutons que cette brochure sera tirée à 20 ou 30 mille exemplaires et que son prix de vente a été fixé à 1 fr.



rote economique, les sciences et les arts, sa place
dans l'État, les vœux et les revendications des
Zürich. (La paroi Nº 1 sera consacrée à l'histoire,
femmes) les retraçant de façon concise et frapla paroi Nº 2 à l'exposé de nos revendications).

...l'Etat est un ménage de garçons; ne nous étonnons donc pas qu'il soit un peu empoussiéré et sente parfois le renfermé.

Et cependant l'Annuaire nous l'on commence très prudemment à faire appel à la collaboration féminine. Voyons un peu comment la privation des droits civiques actifs nous empêche d'être nommées dans la magistrature aux foncde tre nommeres dans la magnistrature aux fonc-tions de quelque importance: pas de femme chef de service pas de femme secrétaire, mais quel-ques dactylographes, dont on s'efforce d'ailleurs de diminuer le nombre, en partant de cette idée que la femme n'a pas besoin de gagner sa vie, et que tout ce dont elle a besoin lui vient du ciel, par miracle. Or, donc au Département de Justice et police sous na trouvas me deux farentse. et police nous ne trouvons que deux femmes, la sœur directrice de la colonie de femmes à Rolle, et un membre féminin sur sept de la Commission de contrôle des films (qui est Mle Bonard ellemême: $R \neq d$.).

Le Département de l'Instruction publique et des cultes est moins misogyne; bien qu'il ne se soit pas encore décidé à nommer des inspectrices sco-laires, ce qui serait d'une évidente logique, il possède cependant une inspectrice de l'enseignement ménager et des travaux à l'aiguille. L'Université possède deux secrétaires femmes et une privatdocent de littérature allemande, et l'Ecole cantonale de dessin et d'art appliqué deux profes-seurs féminins. Au chapitre « personnel de l'Uni-versité », nous trouvons 2 secrétaires-bibliothécaires, une sage-femme (policlinique de la Maternité) une sage-tenine (poincimique de la ma-ternité) une surveillante de musée, une secrétaire au Collège classique cantonal, quatre professeurs féminins à l'Ecole de Commerce. A l'Ecole nor-male, 7 femmes ; aux collèges communaux, quelques maîtresses, mais aucune directrice. Personne ne songe à nommer une directrice d'écoles mixtes, alors qu'on trouve tout naturel qu'un directeur dirige une école de jeunes filles. Il y a encore toutes les institutrices mariées ou non, les maîtresses d'écoles enfantines, dont le nombre tend à s'élever à cause des mauvaises finances com-munales: l'Etat payant moins bien les institutrices que les instituteurs, les communes obérées engagent plus volontiers des femmes. Dans l'Eglise nationale, pas de femmes, nous le savons. Le Département de l'Intérieur n'est pas fémi-

niste: point de femme au service des secours pu-blies, ni au service de l'Enfance, ni au service sanitaire ni au service de santé. Dommage. Relevons avec d'autant plus de plaisir un nom fémi-nin dans la Commission consultative contre la tu-berculose, celui d'une aide de laboratoire, de deux secrétaires, et d'une commise,

activités du Département de l'Agriculture de l'Industrie et du Commerce sont multiples, de sorte que l'on y trouve une plus forte partici-pation féminine: deux sténodactylos, dix membres féminins dans la Commission d'apprentissage pour le service de maison. Relevons fièrement ce progrès, car il y a trente ans, le Conseil d'Etat, n'aurait pas hésité à composer cette Commission de citoyens conscients et incompétents. Trois femmes encore font partie de la Commission de surveillance de l'Ecole d'Agriculture de Marcelin, qui possède une économe, deux maîtresses, et la directrice de l'école ménagère rurale.

Le Département militaire et des assurances vite parcouru: il est résolument fermé aux femmes. Celui des travaux publics également, où l'on n'admet qu'une dactylo et 4 ou 5 concierges. Le rallye féminin Paris-St-Raphael.

Gette année, le rallye féminin automobile Paris St-Raphael empruntera pour un bien plus long parcours que les années précédentes le territoire suisse. C'est à Bâle en effet que les concurrentes franchiront notre frontière, et par Berne et Lau-sanne qu'elles s'achemmeront sur Genève, où la visite du Salon de l'auto est toujours de rigueur pour elles.

Grâce aux efforts de la Revue automobile suisse et de ses dirigeants, une halte d'une demiheure est prévue à Berne, jeudi 9 mars vers la fin de l'après-midi, où une réception sera offin de l'après-midi, où une réception sera of-ferte par l'Automobile-Club féminin de la ville fédérale à l'Hôtel Buberberg, propriété d'un membre du Club, ancienne concurrente elle-même de ce rallye. De là les automobilistes se diri-geront sur Lausanne où elles arriveront par la Sallez et la place de l'Ours, et où elles seront également reques et fétées. Le départ pour Genève aura lieu le 10 mars au matin. A toutes celles qui par leur énergie, leur en-durance et leur savoir-faire mettent ainsi en lu-

durance et leur savoir-faire mettent ainsi en lumière les possibilités des capacités féminine, nos souhaits de bienvenue sur le sol de notre pays.

Du nouveau sous le soleil Le "LABEL"

(suite de la 1re page)

A côté de ces fabriques (tissus, cravates, lingerie, broderie, vêtements) quelques entreprises d'un genre tout à fait différent ont déjà demandé et obtenu le *Label*: 2 pour leurs cigares; 1 pour ses boissons sans alcool (Eglisana, Orangina, etc.), 1 pour ses calendriers; et même une de nos plus grandes fabriques de machines (Bühler à Uzwil) l'a sollicité pour son aspirateur perfectionné. L'adhésion de cette dernière maison, pour laquelle la con-currence est moins pénible que pour les fabri-cants du textile, est particulièrement encourageante pour les promoteurs du *Label*, car elle est significative de l'importance reconnue à la consommation, non seulement comme facteur d'ordre économique - ce qui va de soi - mais aussi

pour sa portée sociale.

En effet du consommateur rayonnent, corollaires de chacun de ses gestes d'achat, des actions bonnes ou mauvaises, dont les répercussions en bien ou en mal influent sur la vie de tous les autres membres du corps social. C'est ce que les Liques sociales d'acheteurs proclament depuis longtemps, en s'efforçant d'arracher le mateur à sa somnolence, à son indifférence, à son égoisme, à sa neutralité, pour en faire un dément actif d'amélioration des conditions du travail. Avec quel succès? Il faut bien avouer que celui-ci ne saute pas aux yeux! et que si quelques fabricants ont reconnu d'emblée l'efficacité du concours que leur apporterait dans leur lutte contre une concurrence sans scrupules une clientèle à la conscience sociale éveillée, bien plus nombreux étaient — et sont encore hélas! ceux qui ne croient guère à cette « conscience so-

Cependant, grâce aux éfforts inlassables de la Ligue Sociale d'Acheteurs et à l'optimisme courageux des premiers fabricants, qui, au nombre de 11, lancènent en juillet 1938 leurs premiers « articles *Label* » sur le marché, une brèche est faite dans cette incrédulité paresseuse. Le nombre des adhérents a doublé; un bon nombre recon-nait franchement que le *Label* a beaucoup facilité l'écoulement de leurs produits ; certains fabri-cants chez lesquels les conditions furent jugées insuffisantes, demandent maintenant quelle hausse des salaires ils devraient introduire pour être autorisés à utiliser cette marque; une grande entre-prise commerciale recommande à ses fournisseurs de bien vouloir en munir tous les objets qu'ils lui livrent, etc., etc.

Au Tribunal cantonal, point de femmes. Vous pouvez bien être la juriste la plus compétente, vous n'êtes pas citoyenne active, vous ne pouvez pas fonctionner comme gratte-papier au Palais de Montbenon, mais tout au plus siéger dans les tribunaux de prud'hommes, où nous avons 13 juges, lesquelles dit-on ne sont presque jamais convoquées, bien que les litiges amènent souvent des femmes à la barre.

Enfin, la liste des avocats pratiquant habituellement devant les tribunaux contient 3 noms de femmes qui nous intéressent. 34 femmes médecins, 6 femmes dentistes peuvent pratiquer dans le can-ton, ainsi que 31 pharmaciennes.

Pour être complète, il faudrait ajouter les femmes membres de Commissions scolaires, qui sont une, deux ou trois dans quelques communes: on en a vu qui présidaient la Commission sco-laire (Begnins, Bière). On pourrait ajouter à cette liste les deux Vaudoises siégeant, l'une dans la Commission pour la Chambre suisse du cinéma, l'autre dans celle de la protection de la cordonnerie; puis 4 femmes qui siègent dans la Commission cantonale vaudoise pour l'Exposition na-tionale de 1939.

Jusqu'à ce jour, l'effort a porté presqu'exclusi-Jusqu'a ce jour, l'effort a porté presqu'exclusi-vement sur la Suisse alémanique dont l'industrie est particulièrement développée. Mais nous ne doutons pas qu'en Suisse nomande nombreuses soient les acheteuses qui seront heureuses de dé-couvrir dans le Label un instrument inportant d'action sociale. Nous en appelons à elles pour qu'elles réclament dès maintenant les articles Label qui se vendent déjà aujourd'hui; s'ils ne sont pas « romands », ils sont bien de « chez nous », et bel et bien « suisses », la marque nous », et bel et bien « suisses », la marque n'étant concédée qu'à cette condition. Et nous es pérons bien vivement que la liste des « fabricants à *Label* » deviendra le plus tôt possible vralment suisse, elle aussi, en portant sans trop tarder le nom de nombreux chefs d'industrie de Suisse ro-

P. de Greyerz.

Les actes de naissance des enfants illégitimes

L'Alliance nationale de Sociétés féminines L'Affiance nationaie de Societes reinfinnées suisses nous communique le texte suivant de la lettre qui a été adressée le 18 janvier dernier au Département de Justice et Police, et que nous reproduisons bien volontiers.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous avons l'honneur de nous adresser à
vous, comme Autorité de surveillance sur le service de l'état-évil, au sujet des faits suivants:

L'ordonnance du 18 mai 1928 sur le service
de l'état-évil prévoit à son art. 130 al. 2 que la
désignation d'enfant l'égitime ou naturel ne doit
pas être reproduite dans les actes de naissance,
de décès ou de mariage.

Or on nous signale que certains officiers d'étatcivil continuent à délivrer des actes de naissance,
avec la mention d'enfant naturel. Nous possédons
en particulier deux actes de naissance, delivrés
en avril 1938 et août 1938, dans les carbons de
Zurich et d'Argovie, sur lesquels se trouve écrite
à la machine par l'officier d'état-évil la désignation d'enfant naturel.

Nous vous serions obligées de vouloir — par
circulaire ou de toute autre manière — rendre les
officiers d'état-évil al tentifis à la disposition contenue à l'art. 130 al. 2 de l'ordonnance, et les
inviter à s'y conformer. Nous pensons que c'est
auprès d'eux qu'une démarche devrait être faite,
car les intéressés eux-mèmes, généralement de
condition modeste, ignorent cette disposition, et
mème s'ils la connaisaient, n'oseraient peut-être
pas protester et réclamer un nouvel acte.

Nous espérons que vous voudrez bien faire
droit à notre requête afin que le but charitable
prévu par le législateur à cet article 136 de l'ordonnance de 1928, soit atteint, nous vous prions,
etc., etc.

La Présidente de l'Alliance des sociétés
féminnes suisses: Clara Ner.

La Présidente de l'Alliance des sociétés féminines suisses: Clara Nef. La Présidente de la Commission d'études législatives: Antoinette QUINCHE, av.

Il y a lieu de rappeler ici que le Comité de Protection de l'Enfance de la S. d. N. s'est à maintes reprises occupé de cette question, et qu'à sa demande la S. d. N. s'était adressée à tous les gouvernements pour savoir quelle était leur pratique en ce domaine et les prier etait leur pratique en ce domaine et les prier de supprimer en tout cas la mention de « père inconnu » ou « d'enfant naturel » sur certaines pièces d'état-civil où elle n'était nullement nécessaire. Le gouvernement fédéral avait répondu de façon tout à fait satisfaisante, allant même plus loin dans son ordonnance que n'avait osé le demander le Comité de la S. d. N. . mais couvert leiures il va sequent leiure. N.; mais comme toujours, il y a souvent loin du texte écrit à son application pratique! et nous ne pouvons qu'applaudir à la démarche de l'Alliance de Société féminines.

La XIIº Journée des Femmes vaudoises

Près de 400 femmes, dont une délégation de douze Genevoises, ont assisté à cette Journée, dans la salle des XXII Cantons, à Lausanne, le 16 février. La bienvenue leur a été souhaitée par M[™] Fr. Fonjallaz, présidente de la Fédéra-tion des Unions de Femmes du canton. L'allocu-tion d'ouverture a été prononcée par M. F. Porchet, chef du gouvernement vaudois, qui a pré-senté quatre aspects du rôle de la femme dans la défense du pays.

Le premier devoir est la création de la famille; le nombre des Vaudois, par rapport à la popula-tron du canton, fléchit régulièrement; il est tombé du 83 % en 1860 au 59,8 % en 1930; bientôt les Vaudois seront en minorité sur leur propre sol. Qet affaiblissement est dù à la chute de la na-talité qui se manifeste dans les cantons romands protestants; inutile de reprocher aux autres d'être forts : il faut nous accuser d'être faibles et corri-

GENEVOISE

Compagnie d'Assurances sur la Vie Fondée à Genève en 1872

DIRECTION GÉNÉRALE : 2, Place de Hollande Agents Généraux pour Genève :

MM. MÉGEVAND & CHUIT
59, Rue du Stand, Tél. 47009.
INSPECTRICE: M^{me} J. VUILLIEN-ERNST
2, Rue des Vollandes, Tél. 50048.